ASSEMBLÉE NATIONALE

13 octobre 2022

PLFSS POUR 2023 - (N° 274)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 638

présenté par

M. Guedj, M. Aviragnet, M. Califer, M. Delaporte, M. Philippe Brun, M. Baptiste, Mme Battistel, M. Mickaël Bouloux, M. David, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE 47

II – À la deuxième ligne de la seconde colonne du tableau de l'alinéa 2, substituer au nombre :

« 103,9 »

le nombre :

« 103,7 ».

I. – En conséquence, à la quatrième ligne de la seconde colonne du tableau du même alinéa, substituer au nombre :

« 15,3 »

le nombre :

« 15,5 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe des députés « Socialistes et apparentés » vise à compenser intégralement pour 2023 l'inflation aux EHPAD et autres établissements accueillant des personnes âgées.

En effet, tel que proposé par le Gouvernement, le sous-ONDAM « Dépenses relatives aux établissements de santé » évoluerait de 5,1 % hors dépenses liées à la crise Covid-19.

Or - selon le projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 déposé par le Gouvernement - l'inflation est annoncée en 2023 à 4,3 %, soit une augmentation de +0,8 point, une fois l'effet de l'inflation retiré.

C'est bien assez pour satisfaire les besoins.

Cette faiblesse de l'augmentation du sous-ONDAM pour le médico-social a été dénoncée par les fédérations professionnelles et collectifs de personnels.

Il convient donc de s'assurer que l'inflation pour 2023 est intégralement compensée aux EHPAD et autres établissements accueillant des personnes âgées.

Les députés signataires du présent amendement signalent qu'ils ne souhaitent pas baisser les dépenses de soins de ville, mais qu'ils sont contraints d'en réduire ici le sous-ONDAM afin de respecter l'article 40 de la Constitution.